Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

20/21 | 2000

Varia

À la recherche de la parole errante (1871-1914)

Jean-François Wagniar

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/217>

DOI : 10.4000/rh19.217

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2000

Pagination : 217-230

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Jean-François Wagniar, « À la recherche de la parole errante (1871-1914) », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 20/21 | 2000, mis en ligne le 09 décembre 2016, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/217> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.217>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Tous droits réservés

À la recherche de la parole errante (1871-1914)

Jean-François Wagniar

- 1 Le vagabond parle peu. Qui pourrait ou voudrait d'ailleurs l'écouter ? Pour les gendarmes, policiers et magistrats, principaux interlocuteurs des errants, par le biais des procès-verbaux, des interrogatoires et des audiences, il est impersonnel. Les opinions du juge sont souvent « conservatrices » comme le dénonce avec ardeur le « bon juge » Magnaud¹. Le juge est, comme les cadres de la police, l'instrument du pouvoir qui le guide difficilement à travers les méandres d'un grand nombre de circulaires². Dans toutes ces circonstances, il n'oublie pas qu'il est là pour juger au nom de la société, donc assurer sa préservation menacée, et non pas pour comprendre.
- 2 Les dossiers judiciaires des vagabonds³ nous aident pourtant au-delà même de leurs contradictions à saisir le monde de l'errance à la fin du XIX^e siècle⁴. Ne voulant présenter qu'un délinquant, ils permettent de découvrir malgré tout un homme ou une femme qui n'ont rien ni de monstrueux, ni d'héroïque, ni forcément d'apitoyant. À une première lecture, c'est le fatalisme qui domine. Si certains vagabonds préfèrent garder le silence, se protégeant des pièges de la justice, d'autres expriment leur incompréhension, racontent une histoire ou s'inventent un personnage.
- 3 Derrière la justification, la parole du vagabond renvoie à l'idée qu'il se fait de lui-même, du monde et de cette errance difficile et cruelle. Cette parole, trop courte enfin, ne cesse de nous hanter et renvoie à notre propre imaginaire de l'errance et de sa finalité. Au-delà, elle permet d'appréhender les représentations négatives d'une époque dont elle est prisonnière. C'est en réaction à tous ces enfermements, qu'il faut réexaminer la littérature qui a tenté de développer une contre-culture en s'attachant non seulement à défendre les valeurs de liberté et de fraternité mais aussi l'individu écrasé sous le poids des préjugés et des lois.

Devant le juge : entre silence, mensonge et aveu

- 4 Le plus souvent, le vagabond reste sans expression propre. Quand il répond, c'est pour se défendre ou pour se justifier et l'argumentation demeure pauvre dans plus de neuf cas sur dix. Devant le juge, il parle en réaction à des questions, à un interrogatoire préétabli. Entre monologue et dialogue, le juge canalise la parole et somme le vagabond de se justifier. Cette pression sur le prévenu est un des éléments fondamentaux de la compréhension de ce rapport profondément inégal.
- 5 Trois possibilités s'offrent à celui qui n'est encore en principe qu'un vagabond présumé : mentir pour se sauver, pour échapper à la prison ou, tout au contraire, pour y obtenir une place, avouer tout sans chercher à rien dissimuler ou garder le silence et laisser la justice décider de son sort. Quatre vagabonds sur cinq ne font qu'acquiescer aux demandes du juge. Pour le magistrat, la tâche est facilitée, il fait ainsi lui-même les réponses selon un rituel rodé.
- 6 Un inculpé de vagabondage sur quatre donne de faux renseignements à la justice mais il ne faut pas forcément voir là une volonté de mentir. Délinquant d'habitude, il ignore parfois réellement les renseignements demandés. L'oubli et la confusion se mélangent. L'amnésie devient alors une parade ou une réalité profonde de l'individu. Le vagabond peut avoir une mémoire peu fiable pour des époques même récentes. Il se rappelle plus facilement des lieux que des périodes ou des durées⁵. Combien de vagabonds ont perdu la notion du temps et de la vérité que le magistrat veut à tout prix leur extirper ? De plus, s'il y a mensonge, il ne porte que sur une partie de leur histoire que les errants essaient de cacher pour des raisons personnelles ou par peur d'une réaction judiciaire.
- 7 La dissimulation s'accompagne le plus souvent de l'invention d'un nouveau nom, d'un travail récent mais aussi pour attirer la pitié d'une infirmité ou encore, pour échapper à la prison, de la simulation de la folie. La ruse est connue et les magistrats ne sont pas dupes. Toutefois quand ils vérifient, ils ne peuvent pas toujours ni infirmer ni confirmer les informations données par le prévenu. Lors de l'enquête sur Alexandre Stuart ou Alexandre Cruikshank (octobre 1887)⁶, le magistrat, fatigué des mensonges du prévenu qui se dit prêtre catholique, exhorte ce dernier à dire la vérité : « Vous avez déjà été interrogé deux fois ; vous avez donné des renseignements faux ou erronés ou qu'il est impossible de contrôler. Toutefois des enquêtes édifiées, il résulte que vous cherchez ou avez cherché à dissimuler votre identité. Je vous engage à parler avec sincérité en vous avertissant que des enquêtes seront faites tant en France qu'en Angleterre pour contrôler vos assertions ».
- 8 Les trucages sont de tous genres : faux certificats ou papiers grattés. Chaque vagabond a son système comme Louis D. qui l'explique au commissaire d'Auxerre lors de son arrestation, en janvier 1912, quand celui-ci lui demande ce qu'il vient faire dans cette ville : « Toujours mon petit truc, demander des secours dans les préfectures comme ancien légionnaire »⁷. Les vagabonds mendiants, nombreux parmi les errants déferés devant les tribunaux, cherchent tous les moyens habituels pour apitoyer. Il n'est pas certain que le vagabond mendiant ait conscience qu'il simule, tant il a pris l'habitude d'avoir ce type d'attitude quelle que soit la personne à laquelle il s'adresse.
- 9 Certains tentent de se faire passer pour un autre. Il s'agit d'échapper à un passé encombrant et à un casier judiciaire chargé alors qu'une nouvelle identité peut permettre

d'obtenir facilement des secours de route. Abel F., arrêté à Avallon en août 1913, ment à plusieurs reprises. D'abord en donnant un faux nom, mensonge qu'il explique au juge : « Si je n'ai pas donné mon vrai nom, ni un vrai domicile la dernière fois que j'ai été interrogé, c'est parce que j'avais commis une faute à l'égard de mon patron. Je suis parti en emportant une somme de vingt francs. Auparavant j'avais pris une certaine somme que je ne peux évaluer [...]. C'est moi qui ai abandonné il y a quinze jours ma femme et mes enfants »⁸. Voleur sous la peau d'un vagabond, il ment encore car son détournement est beaucoup plus important qu'il ne le prétend. Jean Bindotte, qui prétend s'appeler Pierre Lamarque, est un professionnel de la simulation. Il est arrêté près de Saint-Sever, en septembre 1875, pour vagabondage, mendicité avec simulation d'infirmités et outrages à agents de la force publique. Il ne se contente pas d'insulter les gendarmes, il prétend avoir un autre nom : ayant gardé ses véritables papiers, il affirme les avoir trouvés. Enfin, pour tenter de se protéger, il utilise, fort maladroitement, l'argument de relations bien placées qui pourraient le protéger. Devant les questions pressantes du magistrat il s'embrouille, nerveux il cherche à provoquer une expertise médicale. Après deux mois d'enquête, il refuse toujours d'admettre son usurpation d'identité. Cette ténacité entraîne une lourde condamnation à un an d'emprisonnement et cinq ans de surveillance de la haute police !⁹ La simulation coûte cher car elle est interprétée comme une provocation. Le vagabond doit accepter sa condition sans chercher à se dérober.

- 10 L'aveu est un grand moment de vérité pour le vagabond. Celui-ci varie de l'aveu « minimal » par approbation à la confession. Il peut être plus ou moins spontané, réitéré, précis jusqu'au détail, total, réservé ou froid. La dénégation outrancière des faits peut être aussi considérée comme un aveu¹⁰. Quand il avoue « sa faute », il l'exprime par une reconnaissance directe qui prend un aspect très formel, comme soufflé par le magistrat : « Je reconnais avoir mendié. Je n'ai pas travaillé depuis le 21 juin ». Cela peut prendre une forme plus directe : « Je ne travaille jamais »¹¹. Le silence est déjà un aveu, comme le dit le magistrat de Chateaulin à A. Stuart : « Je ne puis vous forcer à parler mais votre silence sera interprété contre vous. Si vous n'avez pas commis de délit vous avez intérêt à mettre la justice à même de le constater »¹².
- 11 Simuler est devenu tellement une seconde nature que le vagabond s'y perd lui-même. « J'ai donné un faux nom, sans me rendre compte de ce que je faisais » écrit au magistrat de Joigny Jaulis B. qui voulait se faire passer pour argentin¹³. La duperie a fonctionné puisque c'est lui-même qui, après avoir été condamné, écrit au magistrat en janvier 1904 pour révéler sa véritable identité. Pourquoi a-t-il inventé cette identité « exotique » alors qu'il n'a jamais été condamné ?
- 12 Le mensonge est en tout cas révélateur du drame personnel de l'errance. Foret n'a pas de problème pour reconnaître le vagabondage quand il est arrêté en juin 1892¹⁴. En revanche, il expose au juge un scénario qui n'a rien à voir avec la réalité : « Il y a quinze jours environ que mon père avec qui je demeurais [...] m'a abandonné sans que je sache ce qu'il est devenu. Ma mère est morte à l'hôpital Lariboisière, il y a trois semaines à peu près ». Il a alors été chassé de partout : « J'ai marché, dit-il, droit devant moi sans but déterminé ; cependant je me savais sur la route de Lyon ; le long du chemin j'ai vécu de mendicité ». Ce vagabond de seize ans ne veut pas retourner dans sa colonie industrielle. La façon dont il refait son histoire laisse deviner son véritable drame familial. En vagabondant, il fuit aussi cette réalité-là.
- 13 Le vagabond sait-il vraiment qui il est, ayant tant joué de ses fausses identités pour effacer la vraie qui le poursuit plus immanquablement que toutes les polices ? En

simulant, il cherche encore à se dérober. À travers les personnages qu'il crée, il projette aussi ses désirs et ses rêves contrariés par la vie errante. Que lui reste-t-il ? C'est dans « l'ivresse manifeste » que se réfugie Auguste Jumel, trouvé en état de vagabondage en juin 1876 par les gendarmes de Sens à laquelle il déclare : « Je n'ai plus de famille et je croyais être plus heureux ailleurs »¹⁵.

- 14 Les errants n'ignorent pas en général ce qu'ils risquent, mais ils semblent parfois s'interroger, surtout s'ils sont étrangers, sur les véritables raisons de leur présence devant le juge. La frontière entre une réelle incompréhension et une dissimulation calculée est souvent ténue. Philippe Commendain, originaire de « Turquie d'Asie » explique ses longs trajets au juge en décembre 1891. Il avoue : « Je le reconnais, je vais de France en Allemagne, d'Allemagne en Angleterre et je n'ai pas de domicile ni de moyens assurés d'existence. Je ne savais pas que le vagabondage était considéré en France comme un délit »¹⁶.
- 15 Entre mensonge, invention et déformation, le vagabond se perd, au point de ne plus comprendre quels événements et quels engrenages l'ont mené devant le magistrat. Que doit-il finalement avouer, lui qui est sans aveu ?

Un regard désabusé sur la vie : entre fatalisme et révolte

- 16 Le fatalisme pousse le vagabond à se faire arrêter parce qu'il est à bout. Mais cette réaction n'implique pas une acceptation de tout. Cela peut se traduire par un refus de collaborer ou de marcher. Il va parfois même jusqu'à défier à sa façon cette société pour laquelle il n'exprime pourtant presque jamais de la haine.
- 17 Les arrestations se passent sans grande résistance même si elles provoquent parfois des insultes. Elles vont du « vous me faites c... » à des propos plus outrageants. Les violences sont rares, le plus souvent ceux des sans domicile fixe qui les commettent ont soit un passé criminel chargé, soit des troubles mentaux graves. Edmond Zalewski¹⁷, vagabond polonais, arrêté en mars 1878 traite les gendarmes de « cochons » mais également, ce qui est nettement plus étrange, de « vagabonds ». Dans sa bouche ce mot prend même un sens nettement péjoratif. Pour obtenir réparation, Zalewski adresse au juge sa version des faits et se montre plein de déférence. Non seulement il recherche la compassion mais il dénonce la cruauté des lois : « Je suis venue en France comme malheureux fugitif [...] fatigué des poursuites du gouvernement russe trouvé un asile en France, de être protégé en France [...] Je tombé de faim sur la route, je devenue fautif envers les lois ; les lois naturellement les lois sont impitoyable envers les malheureux ». Il poursuit son réquisitoire : « Malgré je suis venue au monde sous le gouvernement tyrannique et despotique je ne suis pas abîmé de souffrir la famine car je souffre dans une patrie libre et civilisé [...] souffrir plus long temps, c'est impossible ».
- 18 L'outrage, particulièrement à agents, gendarmes ou encore plus grave — mais moins fréquent — à magistrats a une résonance très nette de révolte immédiate, non réfléchie, qui traduit la colère du vagabond face à des hommes qui représentent la société. Malheur à celui qui s'en prend à un magistrat : cinq ans pour Louis Optât, en octobre 1896, vagabond qui jette sur le magistrat son chapeau et « d'autres objets » (?)¹⁸.
- 19 Quant à rencontrer de véritables révoltés, les exemples sont rarissimes. Ils sont l'expression d'une révolte maladroite liée à un sentiment d'agression ou de désespoir né

de la frustration, souvent rejetée par le vagabond sur un abus d'alcool. Charles Chalot explique aux gendarmes qui l'arrêtent en novembre 1891 pourquoi il a brisé deux carreaux de l'auberge Cagnat à Villiers, dans l'Yonne : « Aujourd'hui 8 courant, vers sept heures trois quart, étant de passage à Villiers, je suis allé avec un autre passager, boire une goutte à l'auberge Cagnat, et, en entrant, j'ai entendu celle-ci dire ceci : "Ah des passagers ! Je n'aime pas ces gens là, ils sont malpropres et sont souvent remplis de poux !" Ceci m'avait froissé, c'est pourquoi j'ai cassé deux carreaux de vitre à la devanture de cette auberge, et je l'avoue avoir dit à la femme Cagnat qu'elle grillerait la nuit suivante dans son lit comme un cochon, mais sans avoir l'intention de mettre le feu chez elle, et si vous me faites passer devant son auberge, je brise à coups de bâton les carreaux de vitre qui restent »¹⁹.

- 20 Le vagabond arrive difficilement à formuler une critique. Il accuse très rarement la société ou de façon très détournée. Antoine J., arrêté en janvier 1913, déclare au juge d'Avallon : « J'ai été interné dans des maisons d'aliénés quatre fois et si je suis guéri pour les médecins, je n'y suis pas pour la société [...]. Je reconnais que je suis vagabond mais bien malgré moi »²⁰.
- 21 Politiquement, hors des provocations reprises pour choquer ou pour obtenir une condamnation plus lourde, il faut guetter les traces d'une révolte consciente même si les autorités prennent au sérieux toute menace subversive venant de la population nomade. Les vagabonds, sans culture politique, ne sont pas assez coupés du monde pour ignorer les grandes crises de la Commune ou des attentats anarchistes. À Quimper en janvier 1908, Joseph Flaouter, sans domicile fixe est arrêté pour ivresse et outrage. Il chantait des chansons antimilitaristes dans la rue et il a insulté et menacé les policiers qui tentaient de le maîtriser : « C'est moi Flaouter, anarchiste de Quimper. Si tout le monde était comme moi, on casserait la gueule à tous les flics »²¹. Il arrive que certains vagabonds soient poursuivis pour infraction aux lois du 28 juillet 1894 sur les propos anarchistes. C'est le cas à Paris d'Alphonse Oscar, arrêté lors d'un rassemblement boulevard de la Villette²². Il y tenait des propos déterminés : « On a bien fait d'assassiner Carnot, on aurait dû en faire autant à sa vache de femme. Je voudrais que dans quelques jours Casimir Périer y passe aussi ». Au poste, il se déclare lui-même anarchiste. Cet aveu associé à son vagabondage lui vaut d'être condamné à treize mois de prison en octobre 1894.
- 22 La révolte contre le système répressif est larvée. Elle prend la forme d'un refus de collaborer avec un monde ressenti comme hostile. L'insoumission, développée chez les individus devenus vagabonds, est également fréquente pour d'autres raisons chez les vagabonds « en activité ». N'ayant pas de domicile, ignorant généralement tout des contingences administratives, le vagabond ne peut pas recevoir sa convocation militaire.
- 23 Le refus de marcher est plus significatif. On le retrouve dans près d'1/5^e des dossiers correctionnels dans l'Yonne. Anodin, il peut signifier pour certains une forme de résistance. Charles V., se rendant à pied à Dijon, est arrêté dans la région de Joigny. Aux gendarmes, il répond sèchement : « Je ne suis pas malade et n'ai aucune infirmité qui puisse m'empêcher de marcher, mais vous jugez à propos de m'arrêter, vous me ferez conduire en voiture car je refuse formellement de faire la route à pied de Villeneuve-sur-Yonne à Joigny »²³. Fortunat Martin a une réaction plus violente. Après avoir été remarqué en train d'exhiber son sexe « en présence au moins de quarante enfants »²⁴, il s'en prend aux gendarmes qui tentent de l'arrêter. Ce vagabond en haillons et handicapé se couche alors par terre et doit être transporté dans une brouette.

- 24 Cette attitude est d'autant plus symbolique qu'elle n'a pas de conséquence sur la peine. Camille M. est condamné non par son refus mais pour la façon de l'exprimer : « Parce que vous m'arrêtez, je refuse formellement de marcher, et de plus vous m'emmerdez et vous me faites chier »²⁵. En refusant, les vagabonds considèrent que leur route s'arrête là où intervient l'autorité. Ils obligent alors les gendarmes à leur trouver un moyen de locomotion moins fatigant que celui qu'ils utilisent lorsqu'ils sont en liberté.
- 25 « J'ai déchiré mon livret pour pouvoir me faire arrêter, las que j'étais de marcher sans cesse » déclare Biaise Poirier lors de son interrogatoire en juillet 1873²⁶. Avec l'habitude, les vagabonds se rendent parfois eux-mêmes aux commissariats. « J'ai quitté le travail le 17 janvier dernier et depuis une huitaine de jours me trouvant sans ressources, je me livre à la mendicité et je tiens à me faire arrêter » (Paulin G.). « Je n'ai pas travaillé depuis fin décembre. Je viens vous trouver pour que vous m'arrêtiez » (Antoine F.)²⁷. Ces déclarations montrent que la prison n'est pas uniquement l'endroit où ils souffrent. En hiver, elle représente un dernier lieu de protection et de refuge : le nombre de vagabonds arrêtés augmente. Certains sont capables d'organiser leur arrestation. Fin décembre 1910, Christophe T. avoue son vagabondage : « Je reconnais les faits. Si j'ai sollicité aussi l'aumône, c'est dans le but unique de me faire arrêter, car je suis malade et on n'a pas voulu me recevoir dans les hôpitaux où je me suis présenté »²⁸. Joseph L. se présente à la gendarmerie de Guillon le 14 janvier 1910 en affirmant être un vagabond. Le brigadier refuse de l'emprisonner car la veille il lui avait demandé ses papiers et qu'il lui avait présenté un billet de sortie de la prison d'Autun daté du 11 janvier. Joseph ressort de la gendarmerie et commence à mendier. Les gendarmes l'appréhendent enfin « pour éviter qu'il ne commette un autre délit plus grave, car il voulait absolument être arrêté, parce que, disait-il, il était dans la misère »²⁹. Quand bien même le délit de vagabondage n'est pas retenu, l'errant provoque son arrestation en commettant un acte plus répréhensible. Dans les campagnes il peut mettre le feu à une meule. Dans les villes, il fait comme Marie Le Gall qui lance un caillou sur la vitrine d'un débit de boisson puis déclare en février 1907 aux policiers l'avoir fait : « Pour me faire emprisonner puisque je n'ai aucun moyen d'existence »³⁰.
- 26 Si les forces de l'ordre cèdent à la pression des vagabonds, les magistrats ne se montrent guère généreux, ne considérant pas la prison comme un abri. Malgré les suppliques, Paulin G. et Antoine F., délinquants primaires sont condamnés à des peines de prison avec sursis³¹. L'hôpital et la prison occupent une place fondamentale dans la vie du vagabond comme le constate Louis L., déjà condamné 72 fois : « Je n'ai pas travaillé depuis ma sortie de prison. Je n'ai plus que deux maisons où je puis me réfugier : l'hôpital et la prison. Quand on me refoule de l'hôpital je me fais arrêter. Là au moins, on me soigne »³². Les autres centres d'accueil semblent dérisoires si l'on excepte le cas parisien.
- 27 Ces exemples révèlent la détresse des vagabonds que personne ne veut accueillir. Comme Marguerite Bihan qui déclare : « Je suis aussi bien dedans que dehors »³³ ils n'échappent pas à la contradiction entre un besoin de liberté dans un monde hostile et une chaleur nécessaire, même surveillée et enfermée. François Folz, vagabond récidiviste, qui s'est brisé les quatre membres, supplie le magistrat pour qu'il le condamne : « Veuillez avoir la bonté de faire en sorte de me faire passer cet hiver entière dans cette maison car enfin monsieur ma position ne me permet pas d'aller bien loin, je n'ai plus aucun parent [...]. Je cherche pourtant tous les moyens de me retirer de cette position je ne vois que cette manière c'est de passer six mois ou une année si c'est possible dans la maison [...]. Lors je sortirez avec quelques argents et dont je pourrez me rabiller. Monsieur faites aussi votre

possible pour que je sois condamné vendredi prochain je compte sur votre bonté »³⁴. Folz sera déçu, le juge prononce un non-lieu en octobre 1876.

- 28 La prison est également une déception dans la vie du vagabond qui croit pouvoir « se refaire ». Léopold P., condamné à une peine de deux mois de prison en février 1904, a recherché son arrestation en se rendant au poste de police³⁵. Manque de chance, il pensait pouvoir gagner en prison quelques sous et tout au contraire, on ne lui fournit aucun travail. Il écrit au juge en mars pour demander sa libération. Mais la prison n'est pas une option facultative et le jugement ne peut être réformé.
- 29 L'errant enfermé dans des logiques qui le dépassent, semble condamné à perpétuer sa propre errance. Âgé de 69 ans, Joseph Quenu a subi 71 condamnations pour sept ans de prison, soit un peu plus d'un mois en moyenne par condamnation. Sa principale faute est d'être errant, ayant subi 35 condamnations pour vagabondage et quinze autres associées à un petit délit³⁶. Quenu chante dans les rues et semble affecté par une longue vie d'usure : « Voilà bien longtemps que je ne me livre plus à aucun travail : je n'y vois presque plus ». Pour ne pas déroger à la règle, le juge de Joigny le condamne à un mois de prison en août 1896.
- 30 Au-delà de la répétition de l'apitoiement et des suppliques, la parole intervient pour soulager le vagabond d'une souffrance devenue intenable. Dans les récits du malheur, il recherche enfin l'apaisement comme Vincent C., vagabond de 59 ans, qui déclare à l'audience de son procès le 3 mars 1908 : « Je voudrais être mort car je ne peux plus gagner ma vie et vous pouvez faire de moi ce que vous voudrez »³⁷. Le vagabond s'est usé à survivre, le désespoir, l'épuisement et la maladie se sont faits plus présents. C'est déjà un vieillard que la société condamne encore.

Sortir de l'errance !

- 31 Le vagabond a peu de chance de sortir de l'errance. Comme l'écrit Vexliard, « pour l'homme parvenu à ce stade, le retour en arrière est pratiquement impossible. Les anciens mécanismes de la vie "normale" ne peuvent plus fonctionner, lorsque plus de trois à cinq ans, on a mené cette existence »³⁸. Les valeurs globales qui sont celles de la société n'ont plus d'effet stimulant sur lui. Il a oublié ce qu'était un logement, un emploi fixe, des relations établies.
- 32 La recherche d'un travail est une préoccupation fondamentale dans les motivations de l'errant. Mais le vagabond, généralement sans qualification, est inadapté au marché du travail. L'engagement militaire, bien accueilli par les magistrats, sensibles à la propagande active des comités de patronage des libérés, apparaît comme une alternative. Dans certains cas, le vagabond demande lui-même son engagement. Ainsi Edouard T., vagabond condamné à un mois de prison le 8 janvier 1904, écrit au magistrat : « Comme ayant déjà été condamner je voudrais une sortie de la misère et à seule fin d'obtenir ma réhabilitation et que sur la route je suis sujet à retourner en prison »³⁹.
- 33 La seule véritable solidarité dont le vagabond pourrait espérer jouir est celle de la famille. Cette famille accueillante est plus un mythe qu'une réalité. Les jeunes vagabonds sont les plus prolixes sur le sujet comme François Julien, douze ans, arrêté pour vagabondage et mendicité : « Je n'ai ni père, ni mère, ni frère, ni sœur. Ma mère est morte la dernière, il y a environ un an. Depuis cette époque je n'ai plus de domicile, et je parcours le pays en mendiant. Je ne me souviens pas des noms des communes que j'ai parcouru depuis un an,

mais je puis dire que j'en ai parcouru un grand nombre... »⁴⁰. Auguste G., 18 ans déclare avoir « été élevé par mes parents jusqu'à l'âge de douze ans [et] abandonné à moi-même depuis cette époque »⁴¹.

- 34 Mais perdus dans leurs contradictions, dans un retour possible vers un passé qui n'a jamais existé, ils se prennent parfois à croire que cette famille leur tendra la main. Au-delà de l'indifférence ou du rejet qui reste la règle, on devine parfois des moments de tendresse ou d'amour envers celui qui souffre. Le père de Louis Birbel (ouvrier bijoutier suisse de 19 ans, inculpé de vagabondage à Auxerre en juillet 1879) écrit ainsi au magistrat : « Cher enfant du courage et pence qu'il faut bien que j'en aient pour vivre séparé de ceux que j'ai tant aimé. Ainsi prend courage. Ton père »⁴². Le non-lieu est prononcé, le jeune vagabond peut rentrer chez lui.
- 35 Hors les solidarités familiales, les vagabonds bénéficient de peu d'appuis. Certains provinciaux arrêtés à Paris peuvent espérer des aides de leur communauté d'origine, mais celles-ci sont souvent limitées.
- 36 Quant aux étrangers, les règles sont très variables. Rares sont les exemples semblables à celui de Samuel Roskop, inculpé de vagabondage à Joigny en septembre 1894, qui bénéficie d'une solidarité communautaire particulière : « J'ignore où se trouvent ma femme et mon enfant. Je me suis jamais livré au travail, j'ai toujours été marchand, parfois je vendais des éponges, mais actuellement je n'ai ni argent, ni marchandise et par conséquent je me trouve sans moyen d'existence. Toutefois comme je suis juif, je suis secouru par mes coreligionnaires dans les villes où il en existe »⁴³. Ce juif errant des temps modernes bénéficie d'un non-lieu. Isaac B., 22 ans, né en Autriche, arrêté pour vagabondage à Sens en novembre 1912 profite quant à lui d'une double solidarité⁴⁴. Il est à la fois secouru par les communautés juives qui se trouvent sur sa route (Genève, Bourg, Chalon-sur-Saône et Dijon) et en complément, ou parfois en absence d'une autre aide, étant syndiqué, par les bourses du travail (Bourg, Mâcon, Chalon, Auxerre et Sens). Ce cas est exceptionnel, les vagabonds, isolés et misérables, ne bénéficient pas des réseaux d'aide de la classe ouvrière.
- 37 Le vagabond rêve généralement peu. Certains tentent de projeter leur errance dans un paradis lointain, peu échappent à leurs conditions. Objectivement les enfants et les adolescents sont « plus récupérables » à partir du moment où ils n'ont pas vagabondé trop longtemps. Mais même ces derniers, échappant à la longue errance en s'engageant dans l'armée, reconnaissent la difficulté d'échapper à cette condition vécue par les intéressés eux-mêmes comme infamante⁴⁵.

Une parole confisquée à réinventer

- 38 Lorsque le vagabond apparaît dans un lieu, ce n'est pas l'individu auquel on s'intéresse mais aux dangers multiples qu'il incarne. Non seulement les tribunaux jugent et condamnent sévèrement mais ils sont au centre de la politique d'exclusion qui touchent le plus souvent des pauvres hères. La parole du vagabond révèle alors l'incroyable brutalité de la société envers ceux qu'elle considère comme des ennemis. Dans ce système, Terrant ne semble à aucun moment contrôler son destin. Son monde est clos. L'identité du groupe, celle qui conditionne son existence est une forme d'identité négative ou réactive. Les vagabonds vivent en perpétuel état de carences : privation de travail, d'argent, de nourriture, de repos qui entraînent une dégradation physique et

psychique. Cette réalité misérable est tout à la fois imposée par des contingences sociales marquées par leur non participation ou leur participation très limitée au monde social et par des mesures répressives accentuées à la fin du XIX^e siècle⁴⁶. Errant et pauvre, il se trouve d'emblée dans une position fragilisée et devient repérable par ses habits déchirés, son manque de qualification, parfois même son absence de toute profession. Il semble plus facile d'entrer que d'en sortir de ce monde de l'errance. Le départ le rend étranger au corps social qu'il quitte. Le retour est toujours souhaitable, voire théoriquement possible, mais il apparaît improbable.

- 39 Constituée hors du monde du travail, hors du monde du social, l'identité des vagabonds se forge davantage par la prison que par l'absence d'ouvrage. La prison apparaît déterminante dans leur marginalisation, souvent définitive. Elle est le lieu où se joue la répétition monotone de leur vie, un endroit protégé où paradoxalement ils s'enfoncent un peu plus à chaque fois dans la désespérance.
- 40 Dans un monde où les représentations sociales donnent aux existences « la seule signification possible »⁴⁷, comment peut-on être solidaire d'un vagabond qu'aucun milieu, aucune famille ou entourage ne reconnaît ? Non seulement il est exclu de la sphère publique, mais on ne lui accorde même pas d'existence privée. Cette perte d'identité personnelle explique l'absence de soi caractérisée par la confusion, la frustration et l'incapacité de faire des choix. Il a en grande partie intégré son inexistence qui le détourne des autres. Au mieux il fait pitié, au pire il effraie ou suscite la colère parce qu'il représente l'échec social. Ce sentiment de non reconnaissance voire d'hostilité constante l'exclut plus encore, l'empêche de rétablir le lien avec la société. Ce n'est pas la rupture volontaire qui le caractérise mais la défaillance du lien qui l'unit à son milieu depuis la plus tendre enfance (enfance abandonnée, maisons de correction, insoumission). Le vagabond vit en dehors des rapports et des échanges réciproques et ignore généralement les valeurs communes à la société.
- 41 La parole montre encore la carence du vagabond incapable de se défendre, de se justifier. Son absence de parole ou sa parole tronquée renvoie à l'image péjorative que le sous-prolétariat et « les classes dominées » en général ont d'elles-mêmes en intériorisant la morale sociale dominante⁴⁸. Les vagabonds n'ont pu nous livrer leur propre approche de la réalité ou du monde dans lequel ils vivent. Ils ont perdu jusqu'à leur dignité et parfois même leur humanité et sont devenus spectateurs de leur propre vie exposée devant les tribunaux. Chacune porte une part de vérité sur l'individu et d'unité pour le groupe entier. Cette unité est en grande partie fondée par le traitement collectif du vagabondage. Il coule finalement le vagabond dans le même moule, l'incite aux mêmes réactions. Le vagabond semble accepter sa condition même s'il en est rarement fier. À un moment, difficilement déterminable, pétri dans son errance et pénétré de « son rôle », il devient pour lui-même d'abord un vagabond. Dans les Landes, Joseph n'a pas de mal, en réponse à la demande du juge, à faire cet aveu : « Je reconnais volontiers être en état de vagabondage »⁴⁹. Parmi tous les délits commis, c'est celui qu'il admet le plus aisément : il est avant tout vagabond. La mendicité se transforme en moyen d'existence, le vagabondage en mode d'existence, pour des individus privés de ressources et de l'ambition de devenir autre chose. Comme le déclare Joseph M. au juge d'Avallon en octobre 1903 : « Je viens de sur la route. Je ne sais pas le nom des pays où j'ai passé ! Je me rends en Auvergne, mon pays, je n'ai plus personne et n'y connais personne. Je vais y chercher du travail. Je n'ai jamais été dans aucun dépôt. Je suis bien où je suis et ne désire rien »⁵⁰.

- 42 Groupe parlé, les vagabonds trouvent chez les poètes et les romanciers de la fin du XIX^e siècle des interprètes souvent fidèles. Entre imaginaire et réalité, là où le vagabond ne peut plus ou ne sait plus parler et s'enferme dans le silence de l'exclusion, les écrivains poursuivent son terrible voyage.
- 43 Il suffit d'écouter le vagabond et de se souvenir de la poésie de Maurice Rollinat (« L'automate ») pour comprendre que le poète n'était pas si éloigné de décrire la marche mécanique de l'errance que les psychiatres ont voulu enfermer dans la pathologie vidée de toute communication, pour apercevoir ces ombres silencieuses, ces vagabonds hirsutes, aux yeux hagards qui, arrêtés le long des routes, ne dévoilent jamais rien de leur histoire. Qui peut apparaître plus indifférent au monde ? : « [...] Maintenant si par occurrence,/ Il surgit dans votre chemin,/ Fuyez ! Ce personnage humain/ N'est plus vivant qu'en apparence./ [...] Chose parasite, objet neutre,/ Il vit, cadavre inachevé,/ Tour à tour assis et levé/ Dans la brume qui le calfeutre./ [...] Il a désappris l'existence/ À force d'en avoir souffert,/ Il promène dans notre enfer/ L'oubli de sa propre substance./ [...] Sans volonté pour se conduire,/ Il va comme l'eau doit couler ;/ Il ne s'entend pas plus parler/ Que l'arbre ne s'entend bruire... »⁵¹.
- 44 Mais là où se fige la parole enfermée dans son propre effroi peut commencer l'imaginaire de l'écrivain lorsque celui-ci tente d'instaurer un rapport privilégié avec son personnage, se dédouble et ressent avec toute sa sensibilité une réalité sociale unanimement méprisée.
- 45 C'est bien sûr à Maupassant auquel on pense le premier avec ses personnages de marginaux qui sont cloués dans le silence ou parlent si peu. À travers un geste, une caresse ou une parole échappée, c'est toute la misère, la colère ou le désespoir du vagabond qui nous sont ainsi rendus⁵².
- 46 Le silence, c'est bien sûr le Gueux, celui à qui on a tout enlevé, jusqu'à l'humanité : « Il ne prononça pas un mot, n'ayant rien à dire, car il ne comprenait plus rien. Depuis tant d'années d'ailleurs qu'il ne parlait à personne, il avait à peu près perdu l'usage de sa langue ; et sa pensée aussi était trop confuse pour se formuler par des paroles »⁵³.
- 47 Outre de décrire une condition rejetée, incomprise, à laquelle ils s'assimilent souvent, ces écrivains réclament pour les miséreux le droit à l'expression, à la vie et à la parole comme le font les « poètes des pauvres »⁵⁴ qui construisent une grande partie de leur œuvre autour de ces thèmes.
- 48 En 1876, après la publication de *La Chanson des gueux*, Richepin est condamné par la justice pour provocation à l'ordre moral car il célèbre le droit aux jouissances matérielles des gueux⁵⁵. Accusé, il répond à ses détracteurs dans *La Tribune* (28 août 1876) : « j'ai simplement dit à la société : Voilà ce que tu fais des pauvres, respire leurs puanteurs, mets le doigt dans leurs plaies, vois grouiller leurs hontes, leurs vices, et frappe-toi la poitrine en songeant que tout cela se fait par ta faute. Et la société a fermé les yeux pour ne pas voir, s'est bouché le nez pour ne pas sentir [...]. En un mot, j'ai voulu chanter les gueux, et les honnêtes gens viennent de me clore la bouche brutalement, avec l'éternel cri de guerre des heureux : les gueux n'ont pas le droit de parler. Silence aux pauvres »⁵⁶.
- 49 Rictus, écrivain pauvre et autodidacte, va plus loin dans cette connaissance des gouffres de la souffrance. Dans *Les Soliloques du pauvre* (1897), il devient le témoin privilégié des sentiments et des blessures d'un peuple sacrifié, aux mœurs et au langage méprisés. Il insiste sur le fatalisme de son héros, faible, sans révolte et sans espoir qui promène son regard noir sur une société uniquement faite par et pour les riches.

- 50 En tant que libertaires, ces écrivains, comme Mirbeau ou Vallès, réagissent ainsi à l'évolution inhumaine de la société, ce progrès bâti sur des villes-usines qui broie les individus, détruit leurs rêves et jusqu'à leur existence. En redonnant de la vie à ces visages et à ces paroles errantes effacées, c'est la revanche des sans-espoir qu'ils proclament.
- 51 Rendre la parole à celui à qui on l'a enlevée, voilà ce qui rend les écrivains, qui s'attellent à cette tâche, révolutionnaires, « c'est-à-dire qu'ils travaillent tant qu'ils peuvent à effectuer cette révolution de la société qui consisterait à sauver de la misère tous les misérables »⁵⁷. En tant qu'écrivains, conscients de leur devoir social, ils conduisent le plus beau des combats, celui contre les préjugés et les représentations négatives de leur époque, contre cette société qui enferme ses pauvres errants dans la criminalité.
- 52 Pour plagier Péguy et son remarquable texte sur la misère, le vagabond est dans l'errance qui est toute sa vie, son monde peut apparaître à certains comme infini mais en fait il est déjà fini depuis longtemps quand il arrive devant les tribunaux. Sur son histoire, il a peu à dire, enfermé dans sa prison d'où il est incapable de sortir, « la misère est toute sa vie ; c'est une servitude sans exception ; ce n'est pas seulement le cortège connu des privations, des maladies, des laideurs, des désespoirs, des ingratitude et des morts ; c'est une mort vivante »⁵⁸.

NOTES

1. Au tournant du XIX^e et du XX^e siècles, le « bon juge » Magnaud acquitte vagabonds et mendiants au nom de l'équité de la loi. Son analyse n'est pas le fruit d'un engagement révolutionnaire mais tire ses arguments d'une analyse économique et sociale. Il devient rapidement un bouc émissaire pour le ministère, pour ses supérieurs hiérarchiques ainsi que tous ceux qui sont attachés à la répression du vagabondage. Son principal crime est de demander au juge « d'oublier le bien-être dont il jouit généralement, afin de s'identifier, autant que possible, avec la situation de l'être abandonné de tous... » (arrêt du 6 mars 1902). Voir notamment Jean-François LAÉ, *L'instance de la plainte*, Paris, Descartes et Cie, 1996, p 44 sq.
2. Circulaires qui appellent généralement à une accentuation de la répression (1889, 1894...) ou en 1899 à une humanisation du traitement des errants, A. N., BB18-6442.
3. Il s'agit essentiellement des dossiers individuels de justice correctionnelle collectés dans les archives départementales (série U) en Bretagne, en Vendée et en Bourgogne (surtout dans l'Yonne). Voir Jean-François WAGNIART, *Le vagabond dans la société française (1871-1914) : recherches sur les procédures de construction d'une identité sociale*, Thèse d'Histoire soutenue à Paris I, 1997, 3 tomes et *Le vagabond à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Belin, 1999, 352 p.
4. Les vagabonds sont définis par l'article 270 du Code pénal comme « ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession ». Ils sont passibles selon l'article 271 d'une peine d'emprisonnement de trois à six mois.
5. Phénomène identique relevé dans son interview de deux sans-abri en cette fin de siècle par Anne-Marie WASER, « Sans feu ni lieu », dans Pierre BOURDIEU [dir.], *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 499-504.
6. A. D. du Finistère, 16U 6-102.

7. A. D. de l'Yonne, 3U 1-1290.
8. *Ibidem*, 3U 2-637.
9. A. D. des Landes, 3U 3-365 et 3U 3-231.
10. Frédéric CHAUVAUD, « La parole captive : l'interrogatoire judiciaire au XIX^e siècle », *Histoire et archives*, n° 1, janvier-juin 1997, p. 51 sq.
11. A. D. de l'Yonne, 3U 3-948. Affaires Nicolas Page (octobre 1891), vagabondage et mendicité, et Alfred Baizez arrêté pour vagabondage (novembre 1891).
12. A. D. du Finistère, 16U 6-102 (tribunal de Chateaulin).
13. A. D. de l'Yonne, 3U 3-1002.
14. *Ibidem*, 3U 3-836.
15. *Ibidem*, 3U 1-1244.
16. *Ibidem*, 3U 3-950.
17. A. D. de la Seine, D2 U 6-49. Voir Juliette FLORI, *Le vagabondage et la mendicité dans le département de la Seine (1870-1900)*, Mémoire de maîtrise sous la direction de Francis Dernier, Paris X-Nanterre, 1996, f° 157-158 et f° 162-163, et « Les vagabonds devant les tribunaux correctionnels à la fin du XIX^e siècle », *Labyrinthe*, hiver 1999, n° 2, pp. 19-39.
18. A. D. de l'Yonne, 3U 3-973.
19. *Ibidem*, 3U 3-944.
20. *Ibidem*, 3U 2-684.
21. A. C. de Quimper, I 114.
22. A. D. de la Seine, D2 U6-121.
23. A. D. de l'Yonne, 3U 3-978.
24. *Ibidem*, 3U 3-947.
25. *Ibidem*, 3U 4-1634.
26. A. D. de Vendée, 3U 2-642.
27. A. D. de l'Yonne, 3U 3-977.
28. *Ibidem*, 3U 3-1042.
29. *Ibidem*, 3U 2-678.
30. A. C. de Quimper, I 114.
31. A. D. de l'Yonne, 3U 3-977.
32. *Ibidem*, 3U 4-1600.
33. A. D. du Finistère, 16U 6-12.
34. A. D. de l'Yonne, 3U 1-1245.
35. *Ibidem*, 3U 4-1602.
36. A. D. de l'Yonne, 3U 3-972.
37. *Ibidem*, 3U 3-672.
38. Alexandre VEXLIARD, « Le clochard : les phases de la désocialisation » dans *Évolutions psychiatriques*, Fascicule IV, octobre-décembre 1950, p. 638. Alexandre VEXLIARD (1911-1997), psychologue et sociologue, est l'auteur de nombreux travaux consacrés aux clochards et aux vagabonds. Son principal ouvrage *Le Clochard* (1957), a été réédité en 1998 chez Desclée de Brouwer. On lui doit aussi *L'Introduction à la sociologie du vagabondage*, Paris, M. Rivière, 1956.
39. A. D. de l'Yonne, 3U 4-1596.
40. A. D. du Finistère, 13U 8-76.
41. A. D. de l'Yonne, 3U 3-1042.
42. *Ibidem*, 3U 1-1257.
43. A. D. de l'Yonne, 3U 3-839.
44. *Ibidem*, 3U 4-1664.
45. Archives de la société de patronage des libérés de Chalon-sur-Saône. A. C. de Chalon-sur-Saône, 41-3-5.

Revue d'histoire du XIX^e siècle, n° 20-21, 2000, pp. 217-230.

46. Jean-François WAGNIART, « La pénalisation du vagabondage et la répression de la pauvreté errante à la fin du XIX^e siècle », *Les Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, n° 64, 3^e trimestre 1996, pp. 77-90.

47. Voir Jean DUVIGNAUD, *La solidarité : liens de sang et liens de raison*, Paris, Fayard, 1986, 232 p.

48. Pierre BOURDIEU, « Une classe-objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, novembre 1977, p. 4.

49. A. D. des Landes, 3U 3-371.

50. A. D. de l'Yonne, 3U 2-662.

51. Maurice ROLLINAT, « L'automate », dans *L'abîme*, Paris, G. Charpentier, 1886, pp. 206-213.

52. « Le vagabond », Guy de MAUPASSANT, dans *Contes et nouvelles*, tome II, pp. 856-867.

53. « Le gueux », *ibidem*, tome I, p. 1229.

54. Émile MAGNE, « Les poètes des pauvres », *Le Mercure de France*, juin 1901, pp. 380-397.

55. A. N., BB18-1800, Affaire Richepin à la Cour d'Appel de Paris (27 juin 1876).

56. *La Tribune*, le 28 août 1876 cité par Arthur CHRISTIAN (avocat de Richepin), *La chanson des gueux au palais*, Paris, Éd. de l'art et Éd. Pelletan, 1904, pp. 36-37.

57. Charles PÉGUY, « De Jean Coste », *Les cahiers de la quinzaine*, second semestre 1902, p. 38.

58. *Idem*, pp. 23-24.

RÉSUMÉS

Le vagabond parle peu. Si les dossiers judiciaires apportent de nombreuses informations sur les individus, celles-ci s'avèrent insuffisantes quand il s'agit d'étudier la parole errante. Elles sont complétées par une source originale : la littérature qui tente à la fin du XIX^e siècle une approche humaniste de l'errance. Le plus souvent, quand le vagabond répond au juge, c'est pour se défendre ou pour se justifier. Les mensonges, les trucages, les faux renseignements et les usurpations d'identité masquent une perte de conscience des réalités. Le vagabond n'exprime que rarement de la haine contre la société mais il refuse de collaborer avec ses représentants. Il se situe en dehors du monde social, non pas volontairement mais parce qu'il se ressent comme exclu. Les vagabonds sont finalement dépossédés d'une véritable expression. Leur parole tronquée renvoie à l'image péjorative que les « classes dominées » en général ont d'elles-mêmes en intériorisant la morale sociale dominante. En voulant rétablir leur droit à la parole, les écrivains luttent contre les préjugés et les représentations négatives de leur époque, contre cette société qui enferme ses pauvres errants dans la criminalité.

In search of vagabond speech (1871-1914). The vagabond utters very few words. Criminal records do bring a lot of information on individuals, but they prove inadequate as far as the vagant speech is concerned. Yet they are completed through an original device: literature, in which at the end of the nineteenth century, attempted to give a more human view of vagabonds. In most cases, the vagabond would answer the judge just to defend or justify himself. Lies, tricks, wrong information, fakes, in fact, conceal a total unawareness of reality. Very seldom, the vagant would cry out his hatred for society, but nonetheless, he would not cooperate with its representatives. He placed himself outside the social world, not because he desired it, simply because he felt excluded. Actually, vagabonds were deprived of any true language. Their mutilated speech referred to the bad image ruled classes have of themselves, as they integrated

the leading social morality. Writers wanted to restore the vagabonds right to speak. Thus, they would struggle against all prejudices and negative opinions which were conveyed at that time. They would fight against the same society that traps its own vagabonds into criminality.

INDEX

Mots-clés : Justice, Troisième République, Vagabonds, Représentations, Littérature, Histoire sociale

AUTEUR

JEAN-FRANÇOIS WAGNIART

Professeur d'histoire-géographie et docteur en histoire, il est rattaché au Centre de recherches sur l'histoire du XIX^e siècle des Universités Paris I et Paris IV.